

505 LN 105 / 18

4112

(1938 - 1939)

Durée du stage d'essai des anciens mineurs libérés du service militaire

	(s) C.D. 24. 5.38	51	VIII	d)
	(s) C.D. 31. 5.38	65bis	VII	e)
Memento de la Conférence chez M.T.P.	16. 7.38			
	(s) C.D. 29. 7.38	(1) 2	I	
	(s) C.A. 3. 8.38	51	VIbis	
Texte de l'art. 9 du livre II chap. I (Recrutement, stage d'essai ..) de la Convention collective.				
Note du Service P	I9.4.39			

4112

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du
Personnel.

—

Paris, le 19 Avril 1939.

N° 1136 A/39

—

M.M. les Directeurs de l'Exploitation des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux
M.M. les Secrétaires Généraux des Compagnies.

Aux termes de l'article 10 de la Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent, les anciens agents mineurs confirmés peuvent être commissionnés, sous certaines conditions, à l'expiration d'un stage d'essai dont la durée est fixée à 3 ou 6 mois suivant le cas.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'affiliation à la Caisse des Retraites des intéressés doit être prononcée à la date même de leur commissionnement.

Le Directeur du Service Central du Personnel,

R. BARTH.

NOTA .. Cette lettre doit avoir la même répartition qu'une Note Générale A de la Série Personnel et être, en outre, distribuée aux délégués.

CONVENTION COLLECTIVE

Extrait du Livre II

CHAPITRE I - Recrutement, stage d'essai, confirmation et
commissionnement.Article 9 - Stage d'essai, confirmation et commissionnement.

§ 1 - La durée obligatoire du stage d'essai est d'un an; elle est, toutefois, réduite :

- à trois mois pour les anciens mineurs confirmés visés au § 5 de l'article 8 (1) et réadmis après le service militaire

§ 7 - A l'expiration de leur stage d'essai et sous réserve qu'ils donnent satisfaction et remplissent les conditions d'aptitude physique nécessaires:

- b) les agents majeurs hommes ayant satisfait aux obligations du Service Militaire de l'armée active et les agents majeurs femmes sont commissionnés par décision du Directeur de l'Exploitation et de la Région (ou du Directeur Général Adjoint pour les Services Centraux);

Article 8, § 5 - Les anciens agents mineurs confirmés par la Société Nationale avant leur appel sous les drapeaux qui présentent leur demande de réadmission deux mois au plus tard après leur libération du Service Militaire obligatoire, sont réadmis dans le délai d'un an à compter de leur libération, exception faite des anciens mineurs confirmés dont les services auront été reconnus insuffisants et qui devront avoir été avisés au moment de leur appel sous les drapeaux qu'ils ne seront pas admis à bénéficier de cette mesure.

3 août 1938

4112

QUESTION VI bis - Convention collective

(s) p. 51

Stage d'essai des mineurs repris en service

Livre II - Chapitre Ier - Recrutement ,essai

Article 9 - Stage d'essai.....

M. SURLEAU

Pour les anciens agents mineurs réadmis, après leur service militaire dans les conditions de l'art. 8, la S.N.C.F. accepterait de réduire à trois mois la durée du stage d'essai.

.....

29 juillet 1938

(1ère séance)

4112

29 juillet 1938

(1ère séance)

Question I.

Convention collective

(s) p. 2

Durée du stage d'essai des anciens mineurs

M. LE PRESIDENT - Je dois vous rendre compte de la négociation que, sous réserve de votre approbation et de celle du Conseil d'Administration, MM. LE BESNERAIS, SURLEAU et moi avons conduite hier chez le Ministre des Travaux Publics sur les différentes questions pour lesquelles il y avait encore désaccord avec le personnel.

.....
Nous avons admis la réduction à trois mois de la durée du stage d'essai (des anciens mineurs).....

.....
M. RENE MAYER - Le compte rendu que vient de présenter M. LE PRESIDENT au sujet de la convention collective n'appelle ^{pas d'observations} ~~de ma part~~ quant à son ensemble.

.....
M. LE PRESIDENT - Je crois comprendre que le Comité est d'accord sur l'ensemble des propositions que je lui ai soumises.

.....

Memento de la Conférence
tenue au Cabinet de Monsieur Frossard
Ministre des Travaux Publics, le 16 juillet 1938

.....

Stage des anciens mineurs libérés du service militaire -

.....

Après échange de vues, l'accord se fait sur les points
suivants :

.....

Stage de 6 mois après la réadmission

.....

31 mai 1938

4112

e) Convention collective

(s) P 65bis

Suppression du stage d'essai par les mineurs repris en service -

P.V. court -

Le Comité prend acte du compte rendu que lui présente
M. SURLEAU sur l'état des négociations qui se poursuivent avec
le personnel pour l'établissement de la convention collective.

Sténo -

Le personnel réclamait en outre la suppression du stage
d'essai d'un an pour les anciens mineurs réintégrés après leur
libération. Il a accepté finalement nos propositions fixant la
durée de ce stage à 6 mois.

CONVENTION COLLECTIVE DU PERSONNEL DU CADRE PERMANENT.

LIVRE II

PERSONNEL DU CADRE PERMANENT A SERVICE CONTINU.

CHAPITRE I.

RECRUTEMENT, STAGE D'ESSAI, CONFIRMATION ET COMMISSIONNEMENT.

La page droite de ce fascicule contient les textes proposés le 12 Mai 1938 par la S.N.C.F. Les textes auxquels un désaccord subsiste sont encadrés dans un contour.

La page gauche précise les points de désaccord ainsi que les propositions transactionnelles faites par le Président Clandon au cours des séances des 25 et 27 Mai de la Commission

5° - Réadmission des anciens mineurs confirmés (alinéa a) du § 4 ci-contre).

A la suite d'un échange de vues la formule transactionnelle suivante est envisagée par M. le Président CLAUDON:

- a) Réadmission obligatoire dans le délai d'un an si l'ancien mineur confirmé en fait la demande dans le délai de deux mois à partir de sa libération du Service Militaire;
- b) Durée du stage d'essai fixée à 6 mois;
- c) A l'expiration de ce stage: commissiennement avec effet rétroactif à partir de la date de la réadmission à l'essai sans rappel de traitement et sous réserve d'une modification des dispositions de la loi de 1909 relative au régime des retraités des agents de Chemins de fer: affiliation rétroactive parallèle au commissiennement;
- d) Les exemptés ou réformés du service militaire présents à la S.N.C.F. pendant le séjour sous les drapeaux de leur classe de recrutement seraient considérés comme en stage d'essai à partir du jour de la libération de cette classe et pourraient être commissionnés 6 mois après.

La Fédération avait demandé que les anciens mineurs confirmés soient réadmis dans le délai maximum d'un mois à partir de la date de leur demande et soient commissionnés avec effet rétroactif à la date à laquelle ils ont atteint leur majorité, mais elle se rallierait à la proposition de M. le Président CLAUDON.

Article 8 -

- a) aux candidats majeurs, confirmés par la Société comme agents mineurs et ayant obtenu une gratification normale ou majorée avant leur départ pour le service militaire, qui ont présenté leur demande de réadmission à la Société un mois au plus tard après leur libération du Service militaire.

La Société détermine le nombre des agents mineurs à admettre chaque année de façon à pouvoir reprendre, après leur libération du service militaire, ceux d'entre eux qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus et qui lui en font la demande: la réadmission des anciens mineurs peut toutefois être ramentie ou suspendue:

- 1° - si le trafic (1) du semestre civil précédent accuse une baisse de plus de 4 % par rapport au trafic (1) du semestre correspondant de l'année précédents;
- 2° - si, du fait d'un changement dans les conditions de son exploitation, la Société Nationale accuse un excédents d'effectifs de 5 % ou davantage sur l'ensemble de son personnel.

(1) Le trafic sera mesuré par le tonnage kilométrique des marchandises de détail et par charges complètes.

24 mai 1938

4112

Comité de Direction

24 mai 1938

Question VIII - a)

e) Convention collective

(s) page 51 - Réadmission et commissionnement des anciens mineurs -

P.V. court -

Le Comité prend acte du compte rendu que lui présente M. SURLEAU sur l'état des négociations qui se poursuivent avec le personnel pour l'établissement de la convention collective.

Sténo -

M. SURLEAU - Par ailleurs, les apprentis voudraient leur commissionnement automatique à 21 ans, alors qu'en principe, lors de leur retour du régiment, ils doivent à nouveau effectuer un an de stage.

Cette durée d'un an est peut-être un peu longue, étant donné leurs services antérieurs au réseau ; mais le principe même d'un nouveau stage se justifie car ces anciens mineurs contractent quelquefois de mauvaises habitudes au régiment. En tout cas, nous pourrions envisager une réduction de ce délai.

M. René MAYER - Nous pourrions le fixer à 6 mois.

M. SURLEAU - Mais nous ne devons à aucun prix accepter le commissionnement obligatoire avant le départ au service.

M. René MAYER - Bien entendu, car l'état de santé de ces agents peut changer pendant leur séjour au régiment.

M. LE PRESIDENT - D'accord pour le maintien du stage, sauf à l'abréger.